

Avis de convocation / avis de réunion

CHEOPS TECHNOLOGY FRANCE
Société Anonyme au capital de 230.000 €
Siège social : 37, rue Thomas Edison 33610 CANEJAN
415 050 681 RCS BORDEAUX

Avis de convocation

Les actionnaires sont convoqués pour le 29 octobre 2019 à 17 heures au siège social, en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Présentation du rapport de gestion comprenant le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Présentation des rapports du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 avril 2019,
- Affectation des résultats,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation à un compte de réserve spéciale au titre de l'article 238 bis AB du CGI,
- Quitus aux administrateurs,
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- Attribution d'une rémunération au Conseil d'Administration au titre de son activité,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Didier DELHOSTE,
- Questions diverses.

Les questions écrites doivent être adressées au siège social, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président du Conseil d'Administration et Directeur Général, soit par voie de communication électronique à l'adresse suivante : nicolas.leroy-fleuriot@cheops.fr. Elles doivent être adressées au plus tard le 4ème jour ouvré précédant la date de l'assemblée et être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

La Société CHEOPS TECHNOLOGY FRANCE tiendra à l'adresse suivante, à la disposition des intéressés, sur leur demande, des formules de pouvoir et de vote à distance auxquelles seront annexés les documents légaux y relatifs : CHEOPS TECHNOLOGY FRANCE – 37, rue Thomas Edison 33610 CANEJAN.

Les demandes de formulaires de vote à distance doivent être faites par écrit : elles doivent être déposées ou reçues au siège social six jours au moins avant la date de l'assemblée.

En cas de vote à distance, la formule de vote doit parvenir à la société par tout moyen, au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée générale.

Le droit de participer à l'assemblée générale est régi par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, et notamment par l'article R. 225-85 du Code de Commerce.